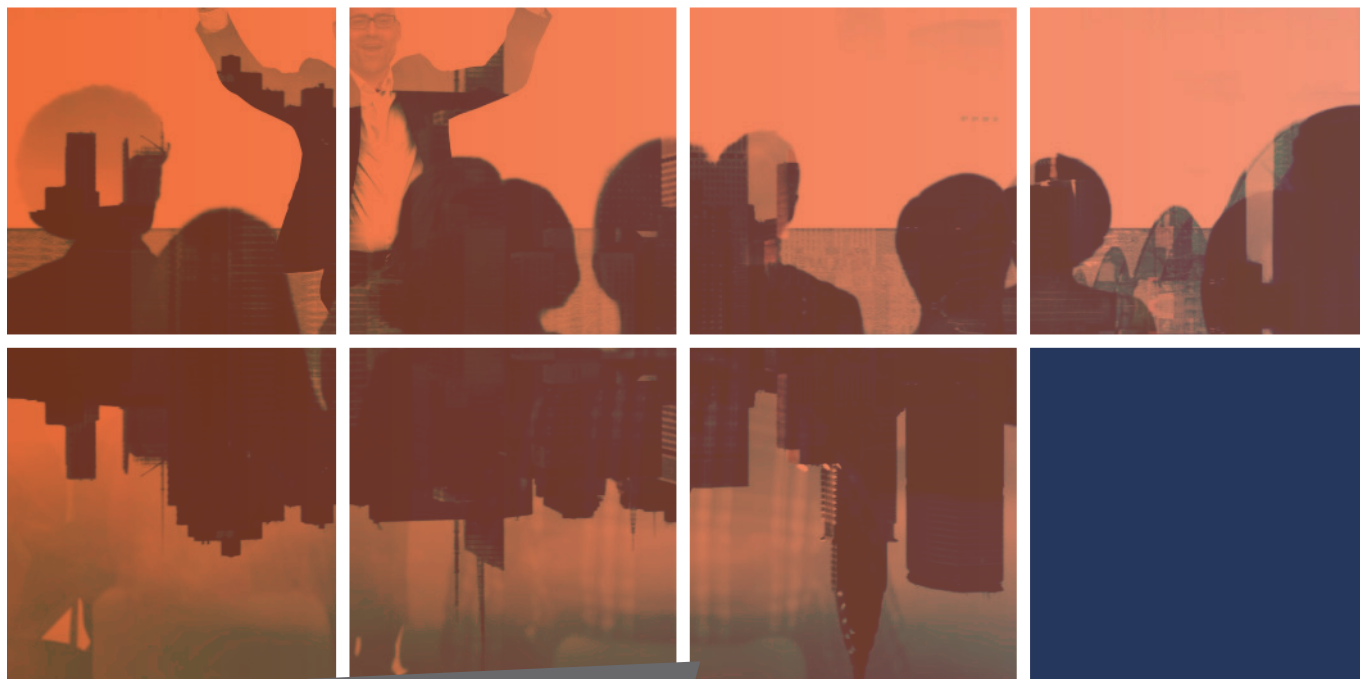


Diagnostic régional Emploi-Compétences partagé

Cahier 3

MARCHÉ DU TRAVAIL



Document réalisé
dans le cadre du Chantier 1 du CPRDFOP
« Assurer la construction d'un diagnostic partagé »

SOMMAIRE

La collection se compose de 5 cahiers :

Cahier 1 Population 

Cahier 2 Contexte économique 



Cahier 3 Marché du travail 

Cahier 4 Actifs en emploi 

Cahier 5 Formation tout au long de la vie 

Sommaire cahier 3 :

Cahier 3 Marché du travail 

Le taux de chômage		3
La demande d'emploi		6
L'offre d'emploi		10
Les déclarations d'embauche		11
Les projets de recrutement		14
Glossaire		15

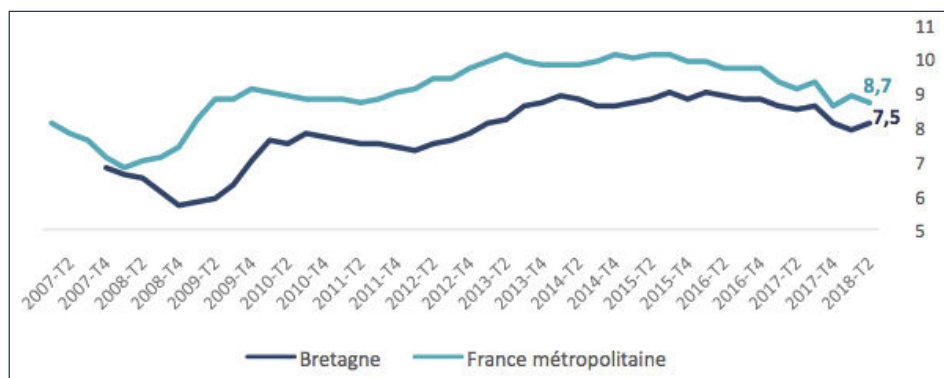
Le taux de chômage

Un taux de chômage structurellement plus faible en Bretagne

	Taux de chômage localisés au 2 ^e trimestre 2018		
	2 ^e trim. 2018 (p)	1 ^{er} trim. 2018	2 ^e trim. 2017
Bretagne	7,5	7,6	7,9
France métropolitaine	8,7	8,9	9,1

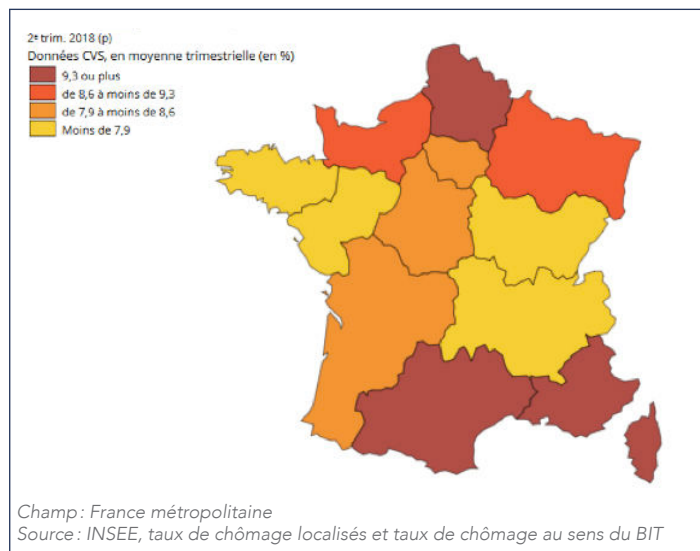
Évolution sur 1 an (2 ^e trim. 2017 - 2 ^e trim. 2018)	
Bretagne	- 0,4 point
France	- 0,4 point

1 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Source : INSEE, taux de chômage localisés (traitement GREF Bretagne)

2 Taux de chômage localisés au 2^e trimestre 2018



3 Taux de chômage localisés au 2^e trimestre 2018 par département

	2 ^e trim. 2018 (p)	1 ^{er} trim. 2018	2 ^e trim. 2017
Côtes-d'Armor	7,9	8,1	8,4
Finistère	7,8	7,9	8,2
Ille-et-Vilaine	6,8	6,8	7,1
Morbihan	7,9	8	8,4

Selon le dernier bilan économique 2017 de l'INSEE, le taux de chômage a reculé de **-1,2 point en 2017** (contre -1,1 point en France métropolitaine) pour s'établir en fin d'année à 7,4% (8,6% en France métrop.), revenant à son plus bas niveau depuis 2011. Au 2^e trimestre 2018, il s'élève à **7,5%**. L'amélioration de la conjoncture économique semble cependant marquer le début d'un ralentissement au 1^{er} semestre 2018. **Graphique 1**

(p) Les données du dernier trimestre sont provisoires.

Au 2^e trimestre 2018, la Bretagne restait au **2^e rang des régions les moins touchées par le chômage**, derrière les Pays de la Loire. Il s'agit d'une caractéristique constante du marché du travail régional, avec un taux de chômage systématiquement en dessous de la moyenne métropolitaine (-1,2 point au 2^e trimestre 2018). **Carte 2**
Par département, le taux de chômage varie entre 6,8% (Ille-et-Vilaine) et 9,9% (Côtes-d'Armor et Morbihan). **Tableau 3**

Des situations et des évolutions contrastées selon les territoires

Taux de chômage
2^e trimestre 2018

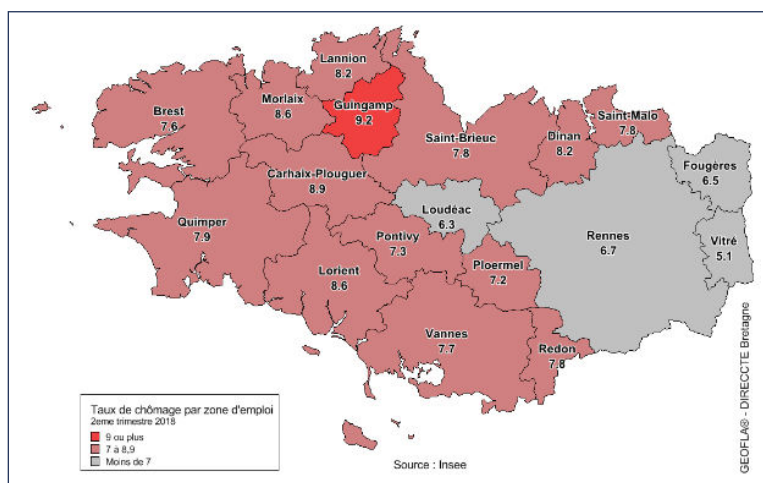
5,1%

9,2%

ZE de Vitré

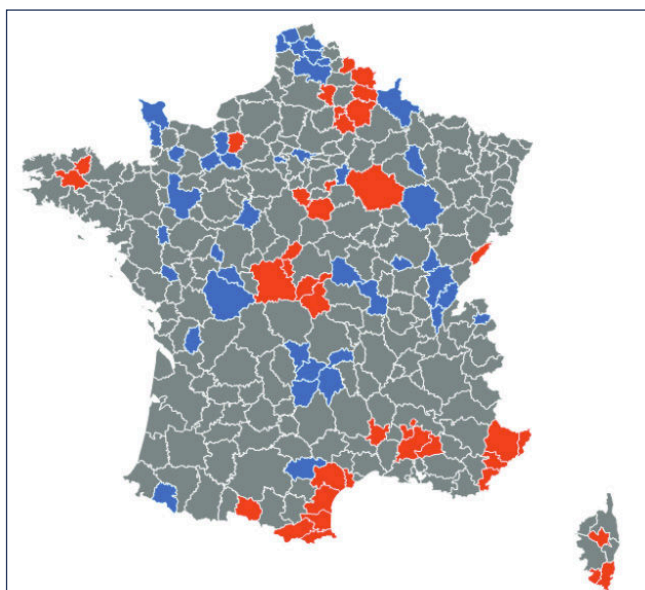
ZE de Guingamp

1 Taux de chômage en Bretagne par zone d'emploi au 2^e trimestre 2018



Source : INSEE, taux de chômage localisés

2 Évolution du taux de chômage entre 2008 et 2017 par zone d'emploi



Lecture : en bleu, les 30 zones d'emploi dont l'évolution du taux de chômage entre 2008 et 2017 est la plus faible (inférieure à +1,3 point) ; en rouge, les 30 zones d'emploi dont l'évolution du taux de chômage entre 2008 et 2017 est la plus élevée (supérieure à +3 points).

Champ : zones d'emploi métropolitaines.

Source : « Chômage et territoires en 2017 : des disparités marquées » DARES – septembre 2018

Si le taux de chômage en Bretagne est l'un des plus faibles dans les régions françaises, certaines zones d'emploi apparaissent **plus défavorisées** : la zone d'emploi de **Guingamp** en particulier, avec un taux de chômage localisé de **9,2%**, suivie de la zone d'emploi de **Carhaix-Plouguer (8,9%)**. À l'opposé, la zone d'emploi de **Vitré** demeure le territoire où la demande d'emploi est **la plus basse** en Bretagne avec un taux de chômage de **5,1%**.

Au cours du 2^e trimestre 2018, presque toutes les zones d'emploi voient leur chômage baisser, voire stagner, à part les zones d'emploi de Ploërmel (+0,2 point), Vitré, Redon et Guingamp (+0,1 point chacune). Les plus fortes baisses sont localisées dans les zones d'emploi de Dinan (-0,3 point) et à un degré moindre Morlaix (-0,2 point). **Carte 1**

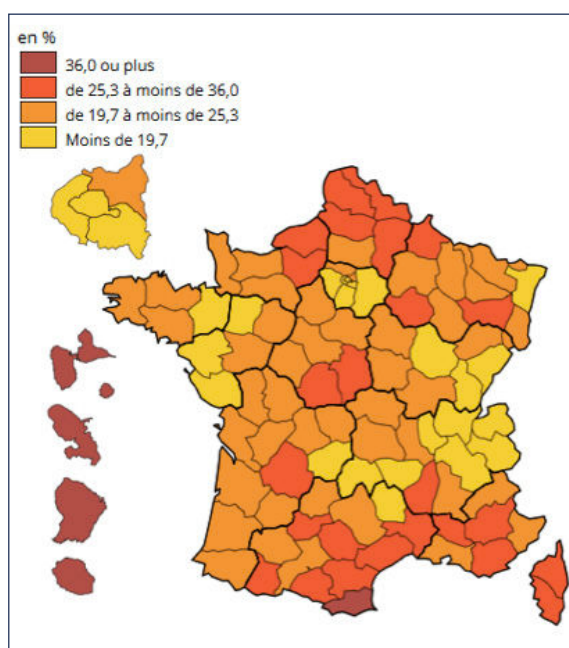
Entre 2008 et 2017, **seules deux zones d'emploi bretonnes** figurent parmi celles qui ont connu les progressions les plus élevées au niveau national sur cette période : **Guingamp** et **Carhaix-Plouguer**. **Carte 2**

Un taux de chômage des moins de 25 ans moindre en Ille-et-Vilaine, plus élevé dans certaines zones d'emploi (Lannion, Lorient)

Taux de chômage des 15-24 ans en 2017

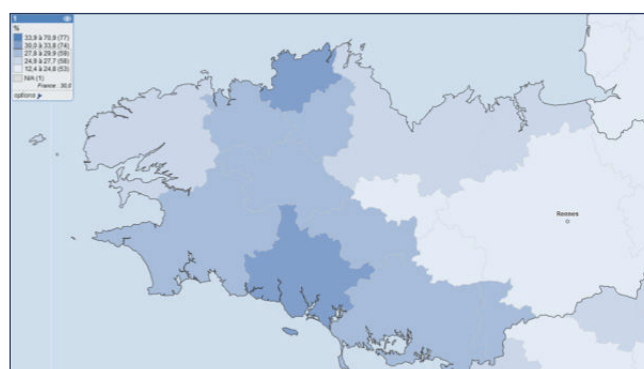
17,6%	20,2%	21,6%
Ille-et-Vilaine	Bretagne	France métrop.

1 Taux de chômage des 15-24 ans en moyenne annuelle par département (2017)



Champ : France hors Mayotte
Source : INSEE, taux de chômage localisés, enquête emploi DOM.

2 Taux de chômage des 15-24 ans par ZE (2015)



Source : INSEE, RP 2015. Cartographie : Observatoire des territoires.

	Taux de chômage des 15-24 ans (moyenne annuelle 2017)
Côtes-d'Armor	21,2%
Finistère	21,8%
Ille-et-Vilaine	17,6%
Morbihan	21,8%
Bretagne	20,2%

Champ : France hors Mayotte
Source : INSEE, taux de chômage localisés, enquête emploi DOM.

Taux de chômage des 15-24 au sens du recensement* (2015)		
5301	Dinan	25,1%
5302	Guingamp	28,8%
5303	Lannion	30,2%
5304	Loudéac	24,6%
5305	Saint-Brieuc	25,9%
5306	Brest	26,8%
5307	Carhaix-Plouguer	28,6%
5308	Morlaix	27,9%
5309	Quimper	28,5%
5310	Fougères	22,5%
5311	Redon	28,4%
5312	Rennes	23,5%
5313	Saint-Malo	25,4%
5314	Vitré	18,8%
5315	Lorient	31,1%
5316	Ploërmel	24,3%
5317	Pontivy	28,6%
5318	Vannes	27,8%

Bretagne	26,2%
France	29,2%

*Taux de chômage au sens du RP : [Nb chômeurs 15-24 ans / Pop active de 15-24 ans]

Au niveau régional, le **taux de chômage des moins de 25 ans est de 20,2% en moyenne annuelle en 2017 en Bretagne, contre 21,6% en France métropolitaine.** Il est sensiblement plus faible en Ille-et-Vilaine (17,6%). **Carte 1** et **tableau 3**
Les données disponibles par zone d'emploi sont plus anciennes (2015) et proviennent d'une source différente (recensement), elles ne sont donc pas directement comparables. À cette date, en regard de la moyenne nationale (29,2%), **seules 2 zones**

d'emploi bretonnes avaient un **taux de chômage des jeunes plus défavorable : Lannion et Lorient.**
Les zones d'emploi qui ont les **taux de chômage les plus faibles** pour les 15-24 ans sont aussi celles qui ont les taux les plus bas toutes tranches d'âge confondues. Elles se situent en proximité de la métropole rennaise (**Vitré, Rennes, Fougères** et dans une moindre mesure **Ploërmel**). **Carte 2** et **tableau 4**

La demande d'emploi

En 2017 et au premier semestre 2018, une amélioration perceptible du marché du travail, plus marquée en Bretagne que dans l'ensemble de la métropole

Évolution de la DEFM⁽¹⁾ A, B, C
(août 2017 à août 2018)

-2,0%

Bretagne

-1,2%

France métrop.

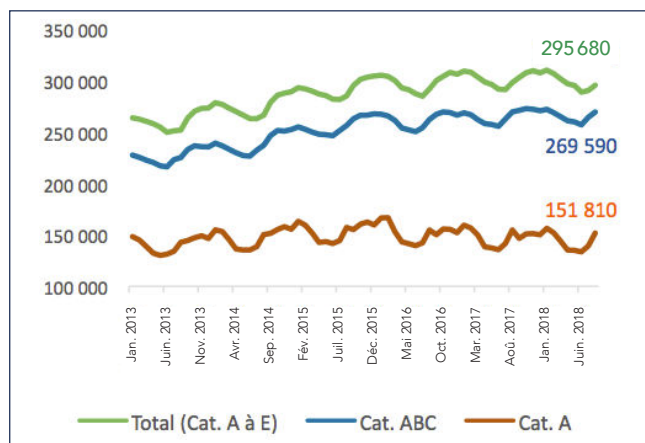
(1) DEFM : Demande d'emploi en fin de mois.

1 Demande d'emploi par sexe, tranche d'âge et ancienneté d'inscription au chômage

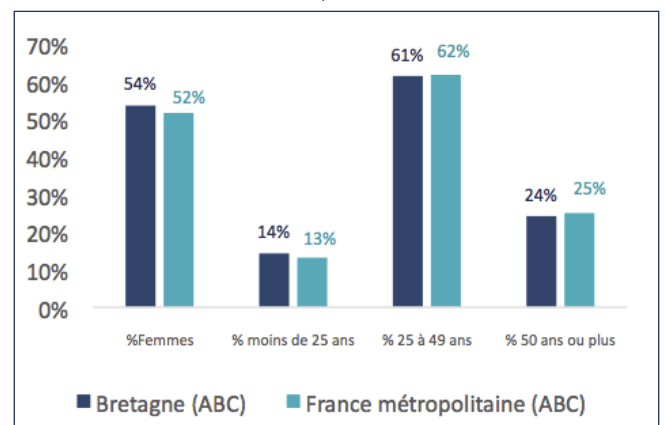
		Bretagne				France métropolitaine			
		DEFM août 2018		Évolution août 2017/août 2018		DEFM août 2018		Évolution août 2017/août 2018	
		Cat. A, B, C	Cat. A	Cat. A, B, C	Cat. A	Cat. A, B, C	Cat. A	Cat. A, B, C	Cat. A
Sexe	Hommes	123 900	76 200	-1,1%	-2,3%	2 691 600	1 783 600	-0,8%	-2,2%
	Femmes	145 700	75 600	0,9%	-1,5%	2 953 500	1 793 900	1,8%	-0,2%
Âge	Moins de 25 ans	38 700	21 100	0,4%	0,0%	739 200	467 700	-0,7%	-1,2%
	25 à 49 ans	165 600	91 200	-0,9%	-2,6%	3 482 200	2 161 100	-0,2%	-1,8%
	50 ans ou plus	65 300	39 500	1,9%	-1,5%	1 423 700	948 700	3,0%	0,4%
DELD	Inscrits depuis 1 an ou plus	124 100	61 700	3,3%	0,9%	2 637 600	1 509 600	6,3%	5,0%
TOTAL		269 600	151 800	0,0%	-2,0%	5 645 100	3 577 500	0,5%	-1,2%

Source : Pôle emploi - STMT, Données brutes

2 Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (données brutes) en Bretagne



3 Part des femmes et répartition des demandeurs d'emploi par tranche d'âge au cours des 12 derniers mois (sept. 2017 à août 2018)



Source : Pôle emploi - STMT, Données brutes

Au cours de l'année 2017, **l'amélioration a profité davantage aux jeunes qu'aux seniors**, mais cette tendance ne s'est pas poursuivie au 1^{er} semestre 2018 : la demande d'emploi des moins de 25 ans a plutôt stagné, alors que celle des 25-49 ans a diminué. **Tableau 1**

Les écarts sont encore plus nets si l'on considère les demandeurs d'emploi de catégorie A (personnes immédiatement disponibles sans aucune activité dans le mois) : leur nombre diminue nettement parmi les 25-49 ans et parmi les 50 ans et plus, mais pas pour les moins de 25 ans. Le **développement de l'activité réduite** d'une partie des demandeurs d'em-

ploi (principalement les personnes inscrites en catégories C, ayant travaillé plus de 78h dans le mois) a été rapide au cours des 3 dernières années. **Graphique 2**

Les hommes continuent à bénéficier davantage de l'amélioration de la situation économique que les femmes, en Bretagne comme en France métropolitaine. **Tableau 1** et **Graphique 3**

Phénomène plus inquiétant sur la première moitié de l'année 2018, le **chômage de longue durée** semble repartir à la hausse, mais de manière nettement plus faible en Bretagne par rapport à la tendance nationale. **Tableau 1**

Près d'un demandeur d'emploi sur deux présente un niveau de formation V ou infra V, mais la proportion de diplômés de niveau bac et plus ne cesse d'augmenter

En 5 ans (déc. 2013 à déc. 2017),
une hausse plus rapide de la demande d'emploi
des plus diplômés

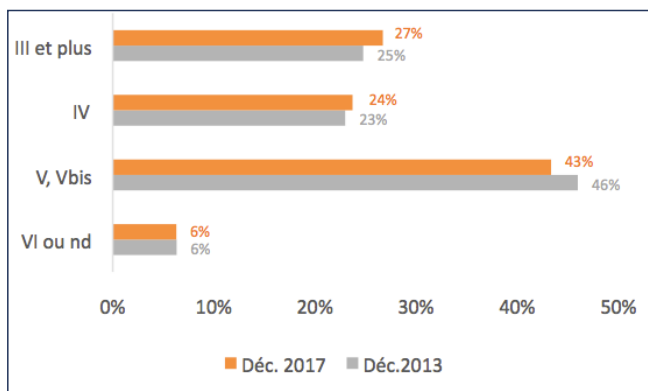
DEFM cat. A, B, C de niveau :			
V, Vbis, VI	IV	III ou plus	Total
+11 600	+ 10 200	+14 200	+36 000
+9%	+ 19%	+24%	+15%

1 DEFM cat. A, B, C (déc. 2017)

Niveau de formation	Bretagne	France
Non précisé	1 100	19 000
VI	15 900	565 400
V, Vbis	117 300	2 387 800
IV	64 200	1 221 700
III	34 900	628 700
II et	37 400	739 900
Total général	270 700	5 562 500

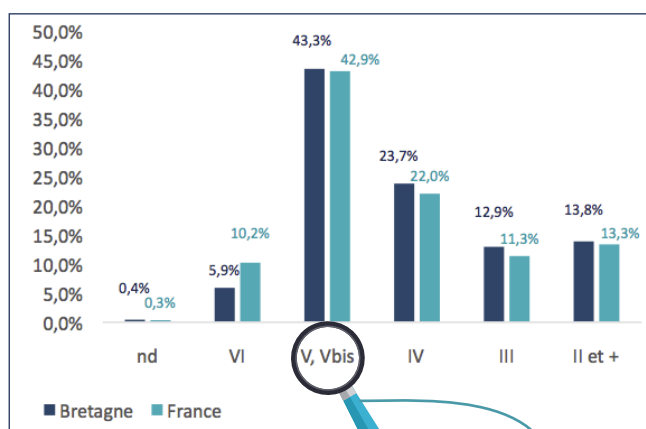
Source : Pôle emploi (direction régionale Bretagne)

2 L'élévation des niveaux de formation des demandeurs d'emploi bretons (cat. A, B, C)



Source : Pôle emploi (direction régionale Bretagne)

3 Répartition du nombre de demandeurs d'emploi selon le niveau de formation (décembre 2017)



Source : Pôle emploi (direction régionale Bretagne)

Zoom sur les DE de niveaux infra V (cat. A; B, C) en Bretagne

En moyenne sur l'année 2017 (de janvier à décembre), la Bretagne comptait **30200 demandeurs d'emploi de niveau Vbis et VI** (sorties en cours de 1^{er} cycle de l'enseignement secondaire - 6^e à 3^e - ou abandons en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale) ou non précisé, soit **11%** du total (265800 demandeurs d'emploi en moyenne en 2017). Parmi ceux-ci, environ 13000 avaient un niveau Vbis soit 5% de l'ensemble des DE. 17100 avaient un niveau VI (ou non précisé 6%).

Le nombre de demandeurs d'emploi de niveau V est nettement plus élevé (103500 DE, soit 39%).

Entre 2013 et 2017, le nombre moyen de DE de niveau infra V a progressé de +11%, ceux de niveau V de +13%, ceux de niveau IV et III d'environ +21% et ceux de niveau II ou plus de +31%.

Sur une période de 5 ans, une **tendance à l'augmentation des niveaux de formation des demandeurs d'emploi** – comme de l'ensemble des actifs, en emploi ou non – se dessine. Ainsi, la part des demandeurs d'emploi de niveau bac et surtout de niveau bac +2 ou plus a progressé : plus du quart des demandeurs d'emploi ont un niveau III ou plus fin 2017 (2 points de plus que la moyenne nationale).

Graphique 3

Si les demandeurs d'emploi de niveau V ou infra V représentent encore près de la moitié des inscrits fin 2017, les tendances sont nettes : en 5 ans, leur progression a été bien moindre (+9%, contre +19% pour les DE de niveau IV et +24% pour ceux de niveau III ou plus). Cette élévation des niveaux de formation ne doit pas occulter le fait que les moins diplômés ont toujours plus de risque d'être au chômage que ceux qui ont un diplôme de niveau plus élevé. Graphiques 2 et 3

Une concentration de la demande d'emploi dans certains domaines professionnels : services aux particuliers, santé et action sociale, commerce et gestion, transport-logistique, hôtellerie, BTP

Près de
20%

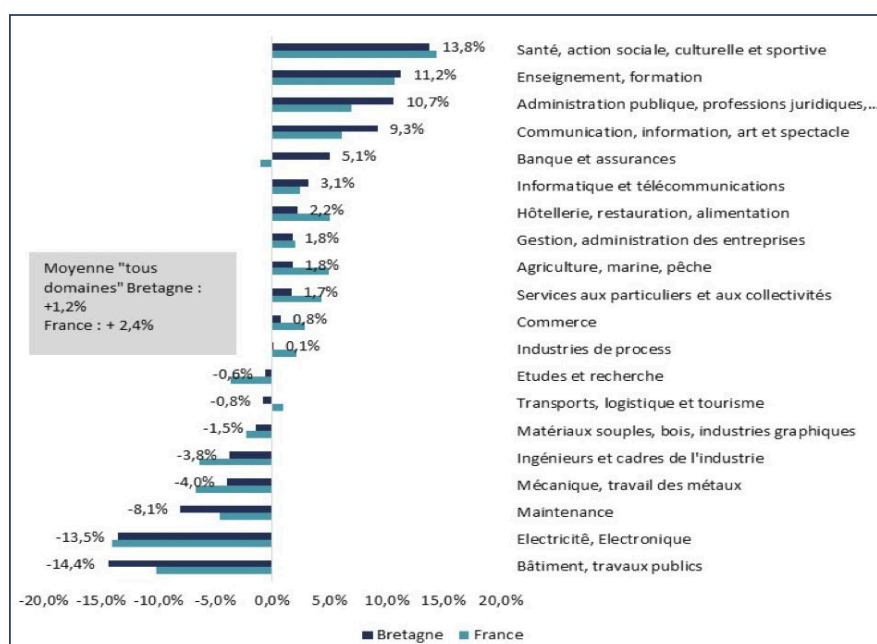
des demandeurs d'emploi recherchent un métier du domaine « Services aux particuliers et aux collectivités » (déc. 2017)

1 Les demandeurs d'emploi (cat. A, B, C) par domaine professionnel (22 domaines)

	Bretagne		France métrop.		Bretagne		France métrop.
	Déc.2017	Part dans le total	Part dans le total		Déc.2017	Part dans le total	Part dans le total
Services aux particuliers et aux collectivités	47 100	17,4%	18,0%	Mécanique, travail des métaux	5 600	2,1%	2,6%
Commerce	33 900	12,5%	13,0%	Enseignement, formation	4 500	1,7%	1,4%
Gestion, administration des entreprises	25 900	9,6%	10,9%	Informatique et télécommunications	3 100	1,1%	1,3%
Transports, logistique et tourisme	23 500	8,7%	10,1%	Matériaux souples, bois, industries graphiques	2 500	0,9%	1,0%
Hôtellerie, restauration, alimentation	23 300	8,6%	7,8%	Administration publique, prof. juridiques, armée et police	2 300	0,9%	0,7%
Santé, action sociale, culturelle et sportive	23 300	8,6%	6,9%	Banque et assurances	1 700	0,6%	0,7%
Bâtiment, travaux publics	21 800	8,0%	8,5%	Études et recherche	1 500	0,5%	0,5%
Agriculture, marine, pêche	14 500	5,4%	4,0%	Ingénieurs et cadres de l'industrie	1 400	0,5%	0,5%
Industries de process	12 700	4,7%	3,1%	Électricité, Électronique	1 100	0,4%	0,4%
Communication, information, art et spectacle	12 200	4,5%	5,2%	Artisanat	500	0,2%	0,2%
Maintenance	7 400	2,7%	2,9%	Non précisé	1 100	0,4%	0,4%
				Total général	270 700	100%	100%

Source : Pôle emploi (direction régionale Bretagne)

2 Évolution de la demande d'emploi par domaine professionnel au cours des 3 dernières années (déc. 2015 à déc. 2017)



La majorité des demandeurs d'emploi recherchent un emploi dans un métier du tertiaire, et d'abord dans le domaine des **services aux particuliers**, devant les métiers du **commerce**, de la **gestion**, du **transport** et de la **logistique**, de l'**hôtellerie-restauration**, de la **santé et de l'action sociale**, avec une forte progression pour ce dernier domaine. Viennent ensuite les métiers du BTP. Mais leur nombre s'est sensiblement réduit au cours des trois dernières années. **Tableau 1**

Comme en France, la demande d'emploi est en forte progression dans les domaines santé et action sociale, culturelle et sportive, enseignement, formation, alors qu'elle est en recul dans le bâtiment, l'électricité-électronique ou la maintenance. **Graphique 2**

Les 5 familles professionnelles regroupant le plus grand nombre de demandeurs d'emploi fin 2017 : assistantes maternelles, vendeurs, agents d'entretien, cuisiniers, secrétaires

+17%

de demandeurs d'emploi A, B, C dans la famille professionnelle des aides soignants (et assimilés*) entre 2014 et 2017

* Cette famille recouvre aussi les auxiliaires de puériculture, les aides médico-psychologiques et les assistants dentaires, médicaux ou vétérinaires.

1 Les demandeurs d'emploi (cat. A, B, C) dans les principales familles professionnelles (87 FAP)

Les 20 premières familles professionnelles en volume

	Bretagne			France métropolitaine	
	Déc. 2017	Part dans le total	Variation au cours des 3 dernières années	Part dans le total	Variation au cours des 3 dernières années
Assistants maternelles	15 600	6%	6%	5%	8%
Vendeurs	15 200	6%	-1%	6%	1%
Agents d'entretien	13 300	5%	-3%	6%	1%
Cuisiniers	10 200	4%	2%	4%	6%
Secrétaires	10 000	4%	2%	4%	3%
Maraîchers, jardiniers, viticulteurs	9 400	3%	0%	3%	4%
Conducteurs de véhicules	9 400	3%	-3%	4%	-2%
Professionnels des arts et des spectacles	9 100	3%	10%	4%	6%
Employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la restauration	8 900	3%	2%	3%	3%
Professionnels de l'action culturelle, sportif et surveillant	8 700	3%	14%	3%	16%
Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	8 500	3%	-13%	3%	-10%
Ouvriers non qualifiés des industries de process	8 400	3%	2%	2%	3%
Caissiers, employés de libre-service	8 200	3%	5%	3%	8%
Employés de maison	7 200	3%	-2%	3%	0%
Employés administratifs d'entreprise	6 900	3%	5%	3%	3%
Ouvriers qualifiés de la manutention	6 700	2%	0%	3%	1%
Cadres commerciaux et technico-commerciaux	5 800	2%	4%	3%	2%
Aides-soignants	5 500	2%	17%	2%	19%
Aides à domicile et aides ménagères	5 200	2%	5%	2%	5%
Ouvriers non qualifiés de la manutention	4 200	2%	1%	2%	4%

Source : Pôle emploi (direction régionale Bretagne)

À un niveau plus détaillé (familles professionnelles en 87 postes), certaines FAP comptent **plus de 10 000 demandeurs d'emploi** fin 2017 en Bretagne : les **assistants maternelles**, les **vendeurs**, les **agents d'entretien**, les **cuisiniers** et les **secrétaires**. Mais la demande d'emploi en Bretagne se différencie par la part significative de métiers plus spécifiques dans la région, à l'instar des ONQ et OQ des industries de process, de la FAP boucherie-charcuterie (IAA) ou encore des agriculteurs-éleveurs.

Les **plus fortes progressions en volume** ont concerné les professionnels de l'**action culturelle, sportive**, les professionnels des **arts et spectacles**, les **assistants maternelles**, les **aides soignants et assimilés**, les professionnels de l'**action sociale** et de l'**insertion**, les **infirmiers**.

Signe de la reprise du secteur de la construction, les **plus fortes baisses en volume** ont concerné les **OQ** et les **ONQ du gros œuvre du bâtiment**, les **OQ du second œuvre du bâtiment**, devant les **agents d'entretien**.

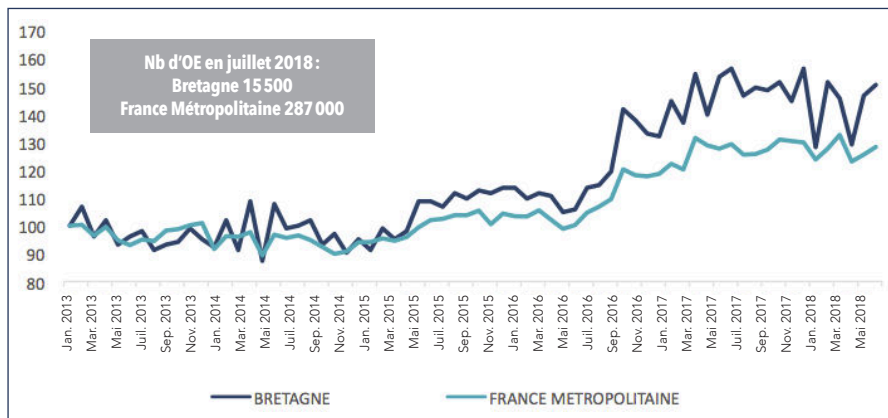
L'offre d'emploi

Une progression sensiblement plus forte des offres déposées à Pôle emploi en Bretagne depuis la mi-2016, notamment dans la construction et l'industrie

+25%

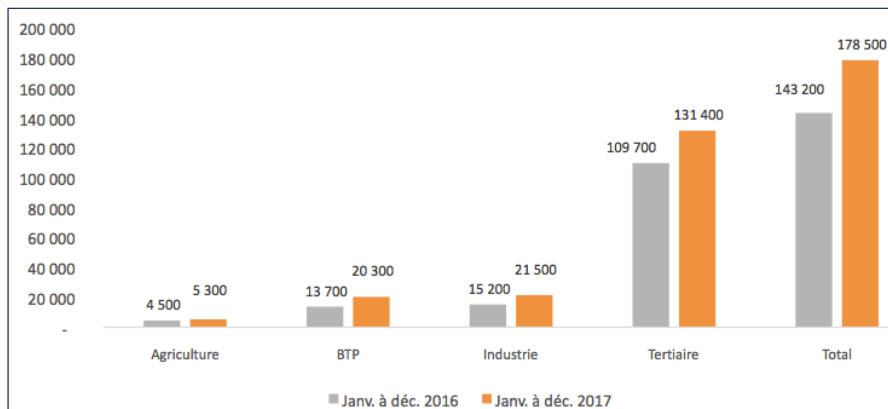
d'offres collectées
par Pôle emploi en 2017
par rapport à 2016

1 Évolution des offres d'emploi collectées par Pôle emploi (données CVS-CJO*) - Base 100 en janvier 2013



Source : STMT, Pôle emploi-Dares *CVS-CJO : données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

2 Évolution du nombre d'offres collectées par Pôle emploi selon le secteur économique (Bretagne)



Source : Pôle emploi (direction régionale Bretagne)

Le nombre d'offres collectées par Pôle emploi a recommencé à augmenter fortement à partir du second semestre 2016, cette tendance n'étant pas spécifique à la Bretagne, mais plus marquée. Le 1^{er} semestre 2018 semble marquer une volatilité plus forte. **Graphique 1**

Au cours de l'année 2017, la **progression** a été particulièrement sensible dans la **construction et l'industrie** (respectivement +47% en 1 an et +41%, contre +25% en moyenne). **Graphique 2**

Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi se répartissent pour **moitié en emplois durables** (durée supérieure à 6 mois) et pour **moitié en emplois temporaires ou occasionnels**.

54 métiers identifiés « en tension structurelle » au sens de Pôle emploi

Ces 54 métiers ont été en tension 20 à 25 trimestres consécutifs (entre le 1^{er} trim. 2012 et le 1^{er} trim 2018), dont une vingtaine comportent des volumes significatifs d'offres et de demandes d'emploi enregistrées.

Une trentaine d'autres métiers ont été identifiés comme étant « en vigilance » (augmentation des tensions ou difficultés de recrutement perçues par les employeurs au cours des 9 derniers trimestres observés).

Une étude est en cours, initiée dans le cadre du chantier 1 du CPRDFOP pour identifier les principaux enjeux et leviers d'action sur une douzaine de métiers en difficulté de recrutement au niveau régional.

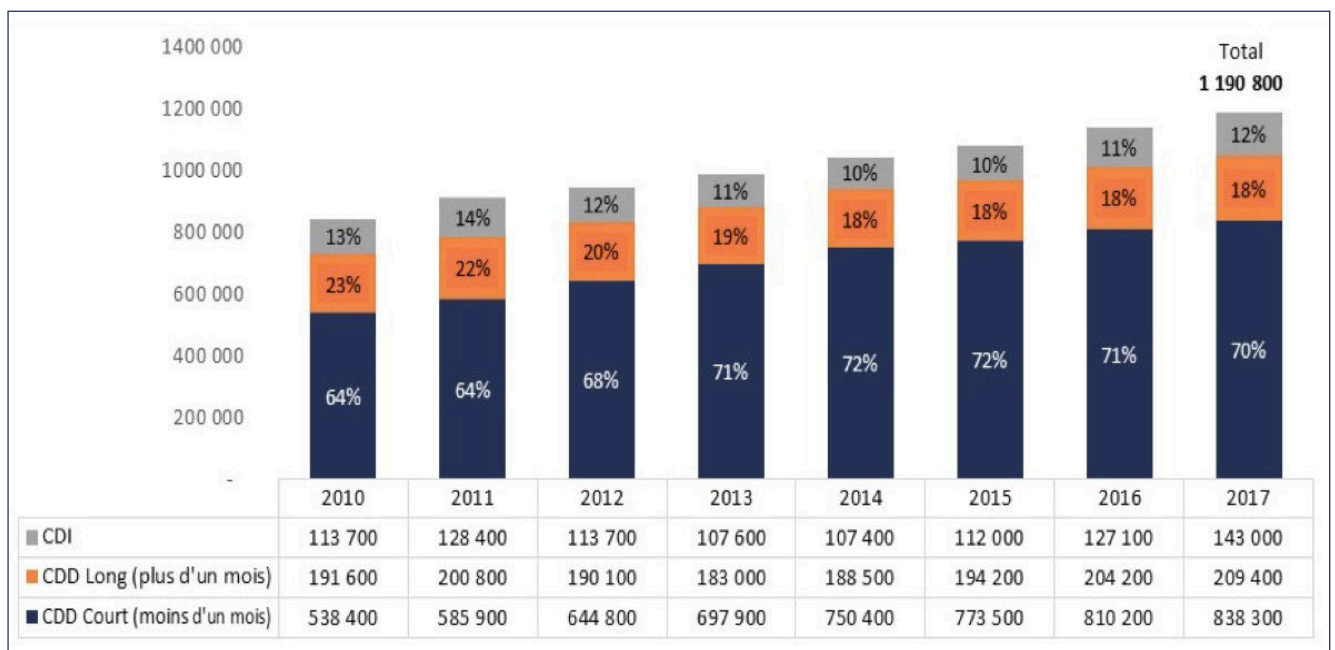
Les déclarations d'embauche

Une progression constante des recrutements depuis 2010, principalement alimentée par le recours plus fréquent aux contrats courts (CDD de moins d'un mois), qui limite la décrue du chômage

7 embauches sur 10

sont en CDD de moins d'1 mois en 2017

1 Évolution du nombre d'embauches par type de contrats (Bretagne)



Source : URSAFF. Déclarations préalables à l'embauche. Traitement GREF Bretagne

Entre 2010 et 2017, les **déclarations d'embauche** ont progressé en moyenne de **5% par an**. Les embauches en CDI ont crû de 3,3% sur un an, celles en CDD de 5,3%.

Les embauches en **CDI** représentent aujourd'hui seulement **12%** des embauches, contre 13,5% en 2010. 18% des embauches sont en CDD de plus d'un mois, mais surtout 70% des embauches sont en CDD de moins d'un mois, leur part étant en augmentation (64% en 2010).

En 2017 au niveau national selon la Dares, si le CDI reste la forme d'emploi la plus répandue (88% des salariés hors intérim en poste), 87% des embauches du secteur privé ont été effectuées en CDD. Le nombre d'entrées en CDD a été mul-

tiplié par 2,5 entre 2001 et 2017, et la durée moyenne de ces contrats n'a cessé de baisser. **Graphique 1**

Si le volume d'embauches est élevé, le niveau du chômage baisse lentement car le niveau de l'emploi dépend du solde net des embauches et des départs : les créations nettes d'emploi sont faibles en Bretagne comme partout en France du fait du nombre important de contrats courts et aussi de départs (fins de contrats, retraites, etc). De plus, **les entreprises n'arrivent pas toujours à recruter le personnel recherché**, notamment parce qu'il existe un décalage entre les qualifications et/ou les compétences détenues par les candidats et celles attendues par les recruteurs.

Toujours plus d'embauches dans le tertiaire (mais davantage en CDD), alors que l'industrie et la construction sont en recul

8 embauches sur 10

sont concentrées dans le tertiaire (hors commerce) en 2017

1 Nombre d'embauches par secteur*

	Nombre d'embauches 2017	%
Agriculture, sylviculture et pêche	900	0,1%
Construction	30 500	2,6%
Industrie		
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	33 800	2,8%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	3 100	0,3%
Fabrication de matériels de transport	1 800	0,2%
Fabrication d'autres produits industriels	14 300	1,2%
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4 100	0,3%
Sous-total Industrie	57 200	4,8%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	132 500	11,1%
Tertiaire (hors commerce)		
Transports et entreposage	37 200	3,1%
Hébergement et restauration	196 700	16,5%
Information et communication	21 100	1,8%
Activités financières et d'assurance	9 100	0,8%
Activités immobilières	4 700	0,4%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	234 800	19,7%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	304 500	25,6%
Autres activités de services	161 600	13,6%
Sous-total Tertiaire (hors commerce)	969 600	81,4%
Non précisé	100	ns
Total	1 190 800	100%

* Secteurs : nomenclature NAF agrégée en 17 secteurs (A17)

Source : URSAFF. Déclarations préalables à l'embauche. Traitement GREF Bretagne

En 2017, plus de **80%** des embauches ont été effectuées dans le **secteur tertiaire hors commerce**, 11% dans le commerce, 5% dans l'industrie et 3% environ dans la construction. En tendance **depuis 2010, la part des embauches dans le tertiaire est en progression** (+3,5 points), du fait principalement de la hausse des embauches dans les secteurs de la santé et de l'action sociale (principalement l'hébergement médico-social et social et l'action sociale sans hébergement, incluant l'aide à domicile) et dans les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien.

Les embauches ont également progressé plus vite que la moyenne dans **l'hébergement et la restauration**. Inversement, le secteur industriel et le secteur de la construction ont vu leur part dans le total des embauches reculer sur cette période.

En ce qui concerne les embauches en CDI, elles représentent 9% des contrats dans le tertiaire, 20% dans le commerce, 29% dans l'industrie et 43% dans la construction. Les plus fortes progressions s'observent dans les activités pour la santé humaine, le transport, les activités informatiques ou dans une moindre mesure le commerce.

Le tertiaire : principal moteur des dynamiques territoriales de recrutement

1 embauche sur 3

se situe en Ille-et-Vilaine...

... mais avec une progression plus rapide dans les Côtes-d'Armor

1 Déclarations d'embauche par département en 2017

	Nombre d'embauches 2017	2017 (%)	Évol.an.moy. 2010-2017 (%)
CÔTES-D'ARMOR	243 700	20%	7,2%
FINISTÈRE	301 100	25%	4,2%
ILLE-ET-VILAINE	416 900	35%	4,5%
MORBIHAN	229 200	19%	5,1%
Total général	1 190 800	100%	5%

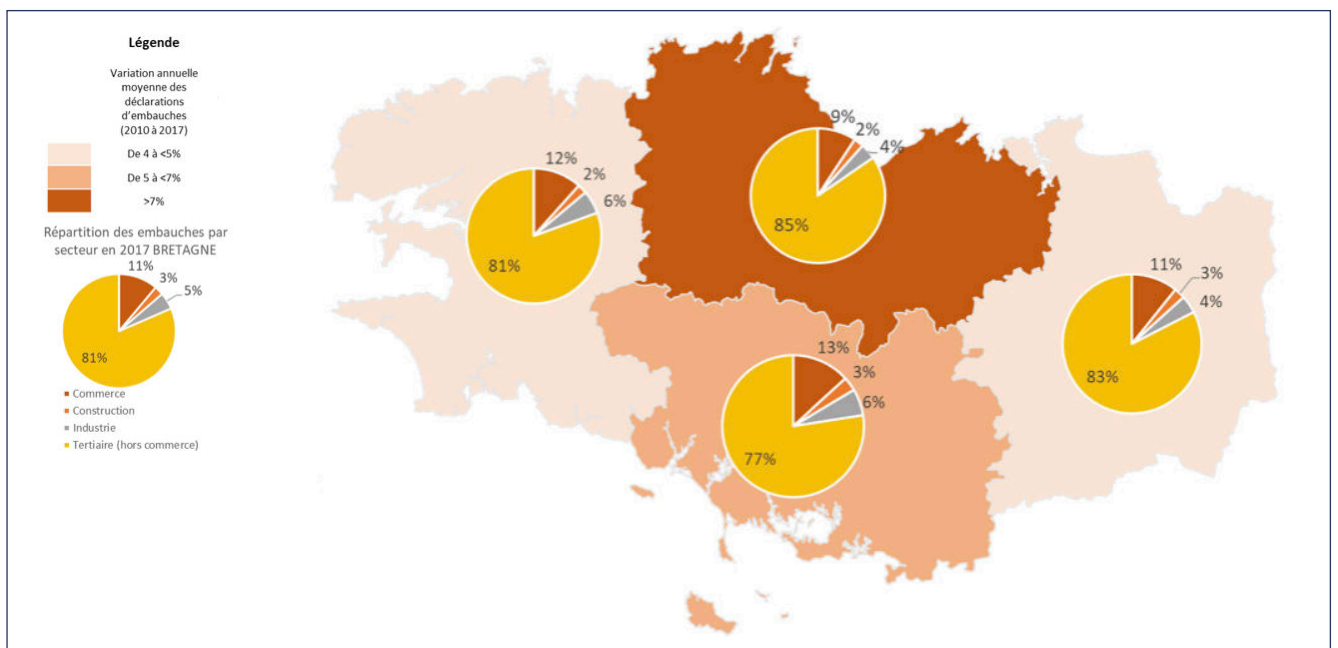
Source : URSAFF. Déclarations préalables à l'embauche. Traitement GREF Bretagne

2 Nombre d'emplois au lieu de travail par département en 2015

	Nombre d'emplois par dpt et en Bretagne	Part de l'emploi total régional
CÔTES-D'ARMOR	218 300	17%
FINISTÈRE	352 100	27%
ILLE-ET-VILAINE	450 600	35%
MORBIHAN	279 400	21%
Total général	1 300 400	100%

Source : INSEE. RP 2015 au lieu de travail

3 Évolution du nombre d'embauches 2010-2017 et répartition par grand secteur (2017)



Source : URSAFF. Traitement GREF Bretagne

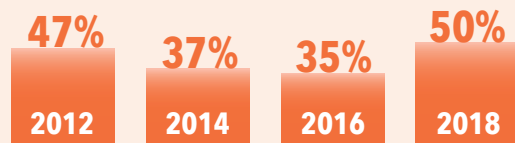
En 2017, 35% des embauches ont été effectuées en Ille-et-Vilaine, niveau équivalent à la part de ce département dans l'emploi total régional (2015). **Tableaux 1 et 2**

Cette répartition a peu évolué depuis 2010, mais la progression a été plus rapide que la moyenne régionale dans les Côtes-d'Armor (tirée par la vigueur des embauches dans le tertiaire, hors commerce), et plus lente dans le Finistère (où les embauches dans le tertiaire ont progressé plus lentement, 2 fois moins que dans les Côtes-d'Armor). **Carte 3**

La zone d'emploi de Rennes regroupe un peu plus du quart des embauches régionales (27% en 2017) devant celles de Brest (14%), Saint-Brieuc (13% contre 10% en 2010), Vannes (9%) et Lorient (8%). La progression très rapide et ininterrompue des embauches dans la zone d'emploi de Saint-Brieuc (supérieure à 9% par an contre 5% en moyenne régionale) est à souligner.

Les projets de recrutement

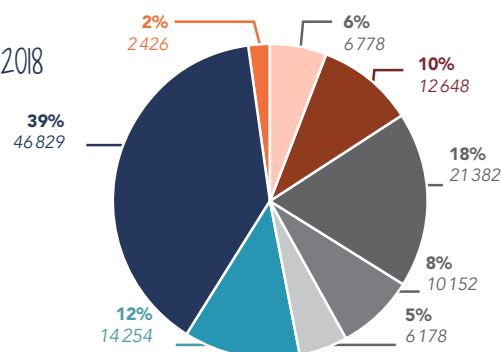
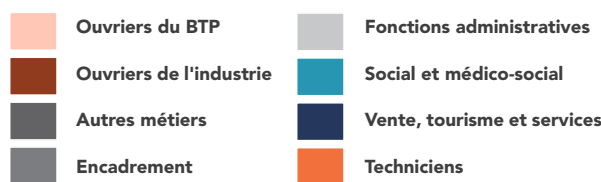
Plus de 120 000 projets de recrutement en 2018 en Bretagne, avec un niveau record de projets de recrutement jugés difficiles



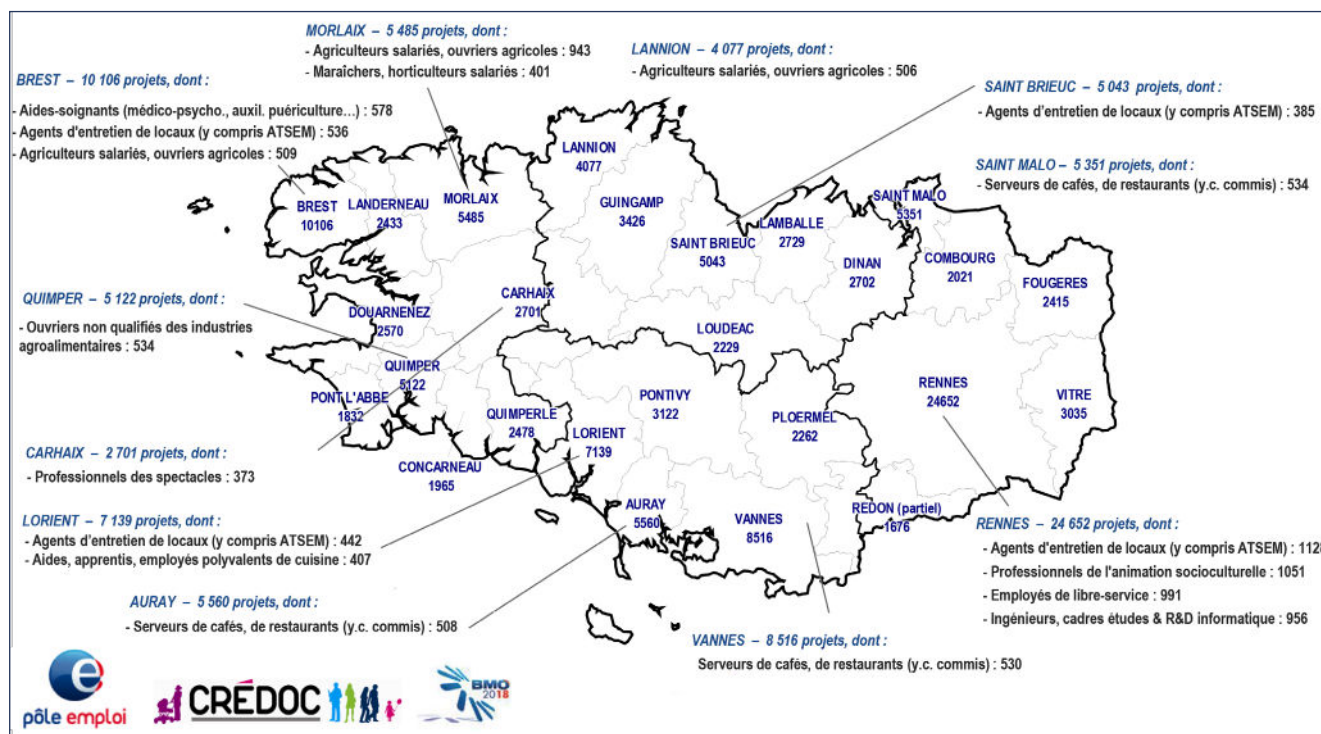
Source : Pôle emploi, enquêtes BMO



1 Résultats clés de l'enquête Besoins de main d'œuvre (BMO) 2018



2 Répartition géographique des besoins en main-d'œuvre Principaux pôles de recrutement



En 2018, 30% des établissements bretons ont déclaré avoir des projets de recrutement. Le nombre de projets a progressé de 16% par rapport à l'année précédente. Tous les secteurs sont en progression, tout particulièrement la construction et l'industrie. Avec plus de 73 000 projets, le secteur des services représente 61% du total. La part des projets de recrutement jugés « difficiles » est en très forte hausse par rapport à l'année précédente (50,4% contre 41,3%) et progresse dans tous les secteurs d'activité. Les profils recherchés recouvrent une grande diversité de métiers: vente, tourisme (notamment dans les métiers de l'hôtellerie-restauration, cuisinier, serveur, employé de l'hôtellerie),

services (métiers de l'aide à la personne notamment), bâtiment (ouvriers du BTP), industrie (ouvriers, dont ONQ des IAA), santé, social et médico-social (aides-soignants, infirmiers, professionnels de l'animation, animateurs sportifs, etc.), et de nombreux autres métiers (dans l'agriculture, le transport et la logistique principalement). **Graphique 1**
Les projets de recrutement sont concentrés autour des principales métropoles. Le bassin rennais représente à lui seul 20% des projets de recrutement de la région. Les territoires plus ruraux, notamment certains bassins en Centre Bretagne, apparaissent nettement plus dépourvus. **Carte 2**

Glossaire

BMO (enquête)

Enquête sur les besoins de main-d'œuvre (Pôle emploi). Chaque année, Pôle emploi adresse un questionnaire à plus de 1,6 million d'établissements afin de connaître leurs besoins en recrutement par secteur d'activité et par bassin d'emploi. Cette enquête est un élément essentiel de connaissance du marché du travail. Elle permet entre autres :

- d'anticiper les difficultés de recrutement;
- d'améliorer l'orientation des demandeurs d'emploi vers des formations ou des métiers en adéquation avec les besoins du marché du travail;
- d'informer les demandeurs d'emploi sur l'évolution de leur marché du travail et les métiers porteurs.

DEFM

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois. La publication des effectifs de demandeurs d'emploi inscrits se fait selon les catégories statistiques suivantes :

- catégorie A: demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi;
- catégorie B: demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois);
- catégorie C: demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois);
- catégorie D: demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), y compris les demandeurs d'emploi en convention de reclassement personnalisé (CRP), en contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi et en contrat de sécurisation professionnelle;
- catégorie E: demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple: bénéficiaires de contrats aidés).

NAF / Nomenclature d'activités française

La nomenclature des activités économiques en vigueur en France depuis le 1^{er} janvier 2008 est la nomenclature d'activités française (NAF rév. 2). La NAF a la même structure que la nomenclature d'activités de la Communauté européenne (NACE rév. 2) mais elle comporte un niveau supplémentaire, spécifique à la France, celui des sous-classes. La NAF rév. 2 comporte cinq niveaux comprenant respectivement: 21, 88, 272, 615 et 732 postes.

Niveaux de formation (Éducation Nationale)

- Niveau VI: sorties du premier cycle du second degré (6^e, 5^e, 4^e) et des formations préprofessionnelles en un an (CEP, CPPN, et CPA).
- Niveau Vbis: sorties de 3^e générale, de 4^e et 3^e technologiques et des classes du second cycle court avant l'année terminale.
- Niveau V: sorties de l'année terminale des cycles courts professionnels et abandons de la scolarité du second cycle long avant la classe terminale.
- Niveau IV: sorties des classes terminales du second cycle long et abandons des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.
- Niveau III: sorties avec un diplôme de niveau bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles des formations sanitaires ou sociales, etc.).
- Niveaux II et I: sorties avec un diplôme de deuxième ou troisième cycle universitaire, ou un diplôme de grande école.

Offres d'emploi enregistrées

Les offres d'emploi totales enregistrées au cours d'une période donnée (l'année, le mois) sont les offres d'emplois durables (de plus de 6 mois), temporaires (de 1 à 6 mois) ou occasionnelles (moins d'1 mois) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année. Les statistiques portant sur les offres d'emploi enregistrées au cours d'une période donnée (le mois, l'année) sont établies par le service statistique du ministère en charge du travail, à partir de l'ensemble des offres déposées auprès de Pôle emploi. Remarque: Les offres d'emplois durables sont qualifiées de type A, les offres temporaires de type B et les offres d'emplois occasionnels de type C.

Taux de chômage localisé

Il repose sur l'estimation d'une part du chômage (à partir du nombre de chômeurs national issu de l'enquête Emploi, ventilé aux différents niveaux géographiques à partir de la structure des DEFM) et, d'autre part, de l'emploi (obtenu, chaque trimestre, principalement sur les estimations d'emploi), par zone d'emploi et par département. Il est calculé en rapportant le nombre de chômeurs à la population active (somme du nombre de chômeurs et de l'emploi) ainsi estimés.

DIRECTRICE DE PUBLICATION

Magalie BIBARD

RESPONSABLE DE PUBLICATION

Christine LEVESQUE

RÉDACTION

Philippe PASSEMARD

CHARGÉE DE PUBLICATION

Audrey BÉNIS

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Freepik

PUBLICATION

Mai 2019

GREF Bretagne



Technopole Atalante Champeaux
91, rue de Saint-Brieuc
35043 RENNES CEDEX

Tél. 02 99 54 79 00 - Fax 02 99 54 00 00
www.gref-bretagne.com



Contrat de plan
Etat-Région

